

fois de la bourse et de la recherche scientifique et opérationelle. Au Canada, on opta pour un seul ministre, qui sera, lui, aidé par deux sous-ministres (l'un civil, l'autre militaire) et cinq sous-ministres adjoints - certains civils d'autres militaires - tous assistés inversement par un militaire ou un civil, c'est un système américanisé d'équilibre de balance. Mais ce sujet fera l'objet d'une autre étude.

Le professeur Johnson n'a pas la plume facile ni le style élégant. Son texte est presque toujours pénible. Engagé, il retient difficilement ses émotions devant les hommes et les événements qu'il analyse. De plus, son livre qui étudie les structures du ministère de la Défense britannique nous parvient sans le moindre organigramme, sans le moindre graphe, sans une seule tabulation. Tout y est verbalisé, parfois confus, sinon pour l'auteur sûrement pour le lecteur. Johnson est cependant maître absolu de son sujet. Il nous livre une valeur certaine dans un domaine trop peu souvent considéré et analysé avec tant de recherche et de profondeur. À lire pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des relations entre civils et militaires à l'intérieur du ministère de la Défense nationale.

A.R. BRÛLÉ

Ministère de la Défense nationale

MARTIN, Laurence (col.) *Strategic Thought in the Nuclear Age,* Baltimore (Mar.), the Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1979, 243 p.

De la part d'un éditeur-auteur spécialisé tel L. Martin, il semble pour le moins ambitieux d'intituler, en 1979, un recueil de textes de 200 pages: La pensée stratégique à l'âge nucléaire, à la suite des innombrables ouvrages publiés sur le même sujet depuis 30 ans. L'inquiétude que suscite le thème central semble d'ailleurs renforcée par les sujets particuliers qui promettent d'analyser les facteurs économiques et l'équilibre mondial depuis 1945, la stratégie de la guerre limitée avant, pendant et après le Viet-Nâm ou le désarmement et le contrôle des armements depuis 1945. Un tel menu exige, à notre sens, soit un niveau de réflexion particulièrement élevé - disons philosophique - soit un sens extrêmement aigu de la synthèse, soit, finalement, une certaine inconscience. Or, comme l'a noté B. Brodie, la pensée stratégique est avant tout, une réflexion tournée vers l'action, les faits, et non, en principe, vers les sphères éthérées de la philosophie; dans ce sens, la synthèse praxéologique, que suggère le sujet du livre, présente un défi peu commun aux auteurs. Quiconque a tenté de couvrir ne serait-ce qu'une parcelle du champ des études stratégiques, ne peut donc que ressentir un certain scepticisme en abordant cet ouvrage.

De fait, les trois premiers chapitres confirment cette impression. Le texte de L. Martin sur le rôle des forces militaires à l'âge nucléaire, par exemple, ne fait guère plus que souligner les ambiguïtés actuelles quant à l'utilité et au mode d'emploi des forces militaires à l'intérieur d'un système international marqué par l'hostilité et le déséquilibre. Conceptuellement, le seul point marquant de l'article est la distinction - déjà commune d'ailleurs - entre l'ombre et la substance du pouvoir militaire.

L'article de L.F. Duchêne, quant à lui, trace les grandes lignes de l'évolution écostratégique des « trois mondes » (réformiste-capitaliste, révolutionnaire-soviétique et Tiers monde) mettant en évidence la non-linéarité de leur trajectoire respective. Là aussi, le point d'orgue du texte est l'incertitude: l'ouest pourra-t-il s'adapter à la situation actuelle, le fossé nord-sud pourra-t-il être comblé, la rivalité est-ouest pourra-t-elle être désamorcée? Rien de bien nouveau donc...

Le troisième article (K. Knorr) est probablement le plus faible de l'ouvrage. En effet, mise à part l'assise théorique, fournie en particulier par R. Jervis, le texte est relativement pauvre en termes factuels et analytiques. L'idée centrale: l'analyse stratégique des menaces est un problème délicat du fait de l'ambiguïté des données du Renseignement et des biais psychologiques des acteurs... Toujours rien de nouveau.

Tout en présentant un effort nettement plus substantiel, le texte de R.E. Osgood

pèche, lui aussi, par sa superficialité : l'expérience de la guerre limitée depuis 1945 ne peut guère se résumer en 35 pages. Relevons cependant l'idée selon laquelle la théorie de la guerre limitée - soit du « containment » - ne correspond pas aux moyens militaires de l'Occident.

Quelques faits peu communs, mais intéressants, tels l'absence, avant 1974, d'options nucléaires stratégiques pour le président américain, viennent étayer l'article de H. Rowen qui, dans l'ensemble, ne fait que ranimer les vieux fantômes que sont les ripostes massives et graduelles, sans grande originalité.

Plus attrayant et plus fouillé que les autres, l'article de C. Bell présente une définition large du concept de crise s'opposant, en particulier, à celle de M. Brecher. L'aspect normatif de la réflexion (critères de succès de la gestion des crises, conseils pour améliorer le système actuel) offre, par ailleurs, quelques sujets de discussion intéressants et débouche sur une vision nettement plus positive de la situation internationale que le reste de l'ouvrage.

Le dernier texte (J. Garnett) est aussi le meilleur, autant en termes factuels (voir les références) qu'au plan de la réflexion. Ayant personnellement analysé le sujet présenté (désarmement et contrôle des armements), nous sommes enclin à avancer que cet essai est une des analyses les plus brillantes et les plus pénétrantes qu'il nous ait été donné de lire.

Dans l'ensemble, l'ouvrage - ce qui était prévisible - n'est pas à la hauteur de l'étiquette qu'il se donne - d'autres recueils récents ont mieux rempli leur promesse - mais, empressons-nous d'ajouter que, pour l'ensemble de la littérature stratégique contemporaine, il se classe dans la catégorie « passable » et ne déshonore certainement pas ses auteurs, mais le texte de Garnett prouve qu'il aurait été possible de mieux faire.

Michel FORTMANN

Département de science politique
Université de Montréal

UNION SOVIÉTIQUE

LÉVESQUE Jacques, *Le conflit sino-soviétique*, Paris, P.U.F. Coll. « Que Sais-je ? », 1979, 128 p.

L'auteur, qui est professeur de science politique à l'Université de Québec à Montréal, étudie le développement du conflit sino-soviétique sur le plan des divergences et des stratégies qui en découlent en matière de relations internationales.

Une première partie, consacrée aux origines historiques du conflit rappelle que dès que le mouvement révolutionnaire apparaît ne pas se propager, l'URSS oriente ses efforts vers son propre renforcement, son industrialisation en particulier, et vers l'affaiblissement de l'ennemi qui l'encercle en s'alliant à tous ceux que l'impérialisme, le capitalisme et le colonialisme lèsent, y compris les bourgeoisies nationales. C'est ainsi que l'Union soviétique soutient le parti nationaliste chinois et conseille au Parti communiste chinois de coopérer avec le mouvement de démocratie bourgeoise.

Après l'échec auquel aboutissent les conseil fournis par l'URSS au Parti communiste chinois, la ligne suivie par quelques dirigeants communistes chinois critiqués en 1929 demeurera la seule encore pratiquable et Mao Tse-tung, qui en est responsable, mènera son Parti à la prise du pouvoir en 1949 de manière indépendante.

La Chine entre dans le camp socialiste que dirige l'URSS et se soumet aux décisions prises par l'URSS en matière de politique extérieure de ce camp. Elle se met à l'école de l'Union soviétique, entame la socialisation des moyens de production, la collectivisation de son agriculture, une industrialisation centrée sur la construction d'une industrie lourde et obtient l'assistance économique, financière, technique et militaire de l'URSS. C'est précisément parce qu'ils sont assurés de ce que leur pays sera défendu par l'URSS que les dirigeants chinois acceptent les éléments insatisfaisants des traités et accords conclus en février et mars 1950, comme ils subiront les prix désavantageux pratiqués par Moscou pour les